Système de commercialisation du cacao dans la Sous-préfecture de Méagui (sud-ouest de la Côte d'Ivoire)

Cocoa marketing system in Méagui sub-prefecture (south-west of Côte d'Ivoire)

[1]KOMENAN Komenan Gabin, [2]KOFFI Guy Roger Yoboué et [3]KOUASSI Konan

Résumé

La filière cacao occupe une place importante dans l'économie ivoirienne. Elle représente une source de revenu pour plus d'un 1 million de petits producteurs et constitue la principale source de revenus pour environ 5 à 6 millions de personnes (Banque Mondiale, p. 29). Malgré ce poids économique, la commercialisation du cacao dans certaines contrées comme la sous-préfecture de Méagui reste confrontée à d'énormes problèmes créant ainsi un dysfonctionnement du système de commercialisation. Le présent article a pour objectif d'analyser le dysfonctionnement du système de commercialisation du cacao dans la sous-préfecture de Méagui. Les résultats de cette étude reposent essentiellement sur un échantillon déterminé à travers la méthode des quotas. L'enquête de terrain menée par questionnaire et par entretien a été réalisée auprès de 160 producteurs et 5 coopératives répartis dans 10 localités. En plus des producteurs et coopératives, ce sont 10 délégués de section et 10 pisteurs choisis de manière aléatoire qui ont été enquêtés. Nous retenons de cette étude que le dysfonctionnement du système de commercialisation du cacao dans la sous-préfecture de Méagui est facteur du très grand nombre d'acteurs dans la chaine de commercialisation, à l'état dégradation des pistes et au taux d'analphabétisme élevé (60%) chez les producteurs Les caractéristiques de ce dysfonctionnement sont la prolifération des circuits de commercialisation, le problème de financement visible par le mode d'achat du cacao par les coopératives dominé par le dépôt vente. Le dépôt vente est utilisé à 70% par la coopérative CPSL, 65% par la coopérative ECEMOM et 55% par la coopérative COASI. Pour faire face à ce dysfonctionnement du système de commercialisation, les acteurs utilisent plusieurs stratégies de contournement comme l'usage des motos pour le transport du cacao et le préfinancement de la campagne cacaoyère ainsi que l'avance sur la commercialisation.

Mots clés : Méagui, Cacao, Circuit commercial, Coopérative, Système de commercialisation.

Abstract

The cocoa sector occupies an important place in the Ivorian economy. It is a source of income for more than 1 million small producers and is the main source of income for about 5 to 6 million people (World Bank, p. 29). Despite this economic weight, the marketing of cocoa in certain regions such as the Méagui sub-prefecture continues to face enormous problems, thus creating a dysfunctional marketing system. The purpose of this article is to analyse the malfunctioning of the cocoa marketing system in the Méagui sub-prefecture. The results of this study are mainly based on a sample determined through the quota method. The field survey conducted by questionnaire and interview was carried out with 160 producers and 5 cooperatives in 10 localities. In addition to producers and cooperatives, 10 randomly selected section delegates and 10 trackers were surveyed. We note from this study that the malfunctioning of the cocoa marketing system in the Méagui sub-prefecture is a factor in the very large number of actors in the marketing chain, the deteriorating state of the tracks and the high illiteracy rate 60% among producers. The characteristics of this malfunction are the proliferation of marketing channels, the financing problem visible by the way cocoa is bought by cooperatives dominated by the deposit sale. The sale deposit is used 70% by the CPSL cooperative, 65% by the ECEMOM cooperative and 55% by the COASI cooperative. To cope with this malfunctioning of the marketing system, players use several circumvention strategies such as the use of motorcycles for the transport of cocoa and the pre-financing of the cocoa campaign as well as the advance on marketing.

Key words: Méagui, Cocoa, Commercial circuit, Cooperative, Marketing system.

Introduction

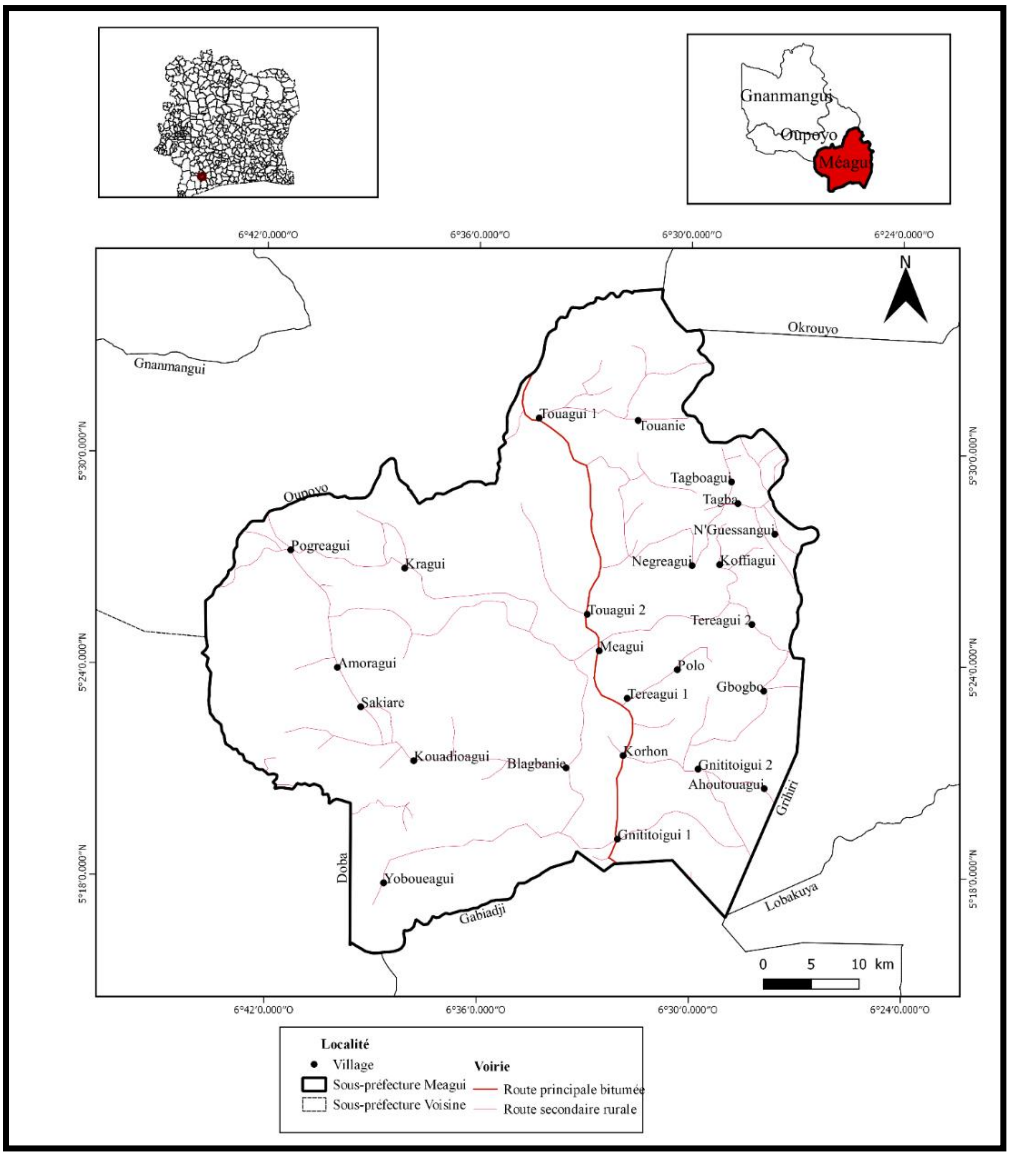
Pratiqué à l'origine en Amérique Central et en Amérique du Sud, le cacao s'est répandu sur plusieurs continents (F. HÜTZ-ADAMS et al, 2016, p. 7, E. Freud et al, 2000, p 14). Parmi les continents qui abritent les foyers de production du cacao, l'Afrique de l'Ouest représente plus de (80%) de la production mondiale soit 3,47 millions de tonnes (A. FOUNTAIN, F. HUETZ-ADAMS, 2020, p. 12). La Côte d'Ivoire, depuis la fin des années 1970, est à la tête du peloton des producteurs et exportateurs de cacao (J. ESSO, 2009, p. 5). La filière cacao est l'une des principales sources de revenu et contribue à environ 10% du produit intérieur brut représentant (30%) des recettes d'exportations du pays (R. AMARI, 2012, p. 12). Malgré ce poids économique de la filière, la commercialisation du cacao est confrontée à plusieurs contraintes. Ces problèmes liés à la commercialisation du cacao touchent plusieurs zones de production dont le Sud-Ouest. L'insuffisance de moyens financiers, le mauvais état des routes et des pistes villageoises des zones de production, la lourdeur dans la distribution des sacheries brousse, la concurrence déloyale sur le terrain, les conflits entre producteurs, le vieillissement des vergers et l'appauvrissement des sols, le cout élevé du carburant et la vétusté du matériel roulant de travail sont des contraintes qui compliquent la tâche des coopératives dans la commercialisation du cacao dans le Sud-Ouest (V. DJIBI, 2017, p. 161). Le dysfonctionnement du système de commercialisation du cacao dans la sous-préfecture de Méagui, une circonscription située au cœur de cette région traduit bien cette réalité. Pour endiguer ces contraintes l'État de Côte d'Ivoire mène de nombreuses actions telles que la réforme de la commercialisation de 2012, la promotion de l'initiative coopérative, le désenclavement de villages, le reprofilage des pistes villageoises. Malgré toutes ces actions de l'Etat, la commercialisation du cacao se heurte toujours à un certain nombre de contraintes dans les zones productrices comme la sous-préfecture de Méagui. Dès lors, pourquoi en dépit des efforts déployés, le système de commercialisation du cacao dans la sous-préfecture de Méagui connait toujours un dysfonctionnement ? Autrement dit, quels sont les déterminants du dysfonctionnent du système de commercialisation du cacao dans la sous-préfecture de Méagui ? Quelles sont les caractéristiques du dysfonctionnement du système de commercialisation du cacao dans la sous-préfecture de Méagui ? Quelles sont les stratégies locales de contournement du dysfonctionnement du système de commercialisation ?

1. Matériel et Méthode

1.1 Présentation de la zone d'étude

La sous-préfecture de Méagui est située dans la région de la Nawa au sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Érigée en sous-préfecture en 1986, elle est limitée au nord par les sous-préfectures de Oupoyo et de Yabayo, au Sud par la sous-préfecture de Gabiadji, à l'est par la sous-préfecture de Grihiri et l'ouest par la sous-préfecture de Doba (figure 1).

Figure 1 : Localisation de la sous-préfecture de Méagui



Source : CNTIG, 2008 *Réalisation : Komenan Gabin, Mai 2020*

La sous-préfecture de Méagui est située dans une grande zone de production cacaoyère. En effet, le département de Méagui dont elle fait partie produit environ (36 %) de la production nationale du cacao (396 000 tonnes), soit 15 % de l'offre mondiale de cacao (M. Tano 2012,

p. 88). Du point de vue démographique jusqu'en 1965, la sous-préfecture ne connaissait aucun développement en matière d'infrastructures compte tenu de la densité très faible de la population autochtone. Il était nécessaire, selon l'État, de repeupler cette zone avec d'autres populations afin que celles-ci bénéficient des infrastructures et de main d'œuvre (C. KOUADIO, 2008, p. 12). C'est ainsi qu'on va assister aux premiers mouvements migratoires avec la mise en place de l'ARSO. Aujourd'hui cette zone contient un potentiel humain très important (132 294 habitants, RGPH, 2014) du fait de l'activité agricole notamment la cacaoculture.

1.2 La collecte des données et leur traitement

Cette étude est fondée sur l'exploitation de données secondaires et primaires. Les données secondaires ont été obtenues à travers l'exploitation de rapports annuels, de travaux de recherches tels que les thèses et les articles ainsi que des données collectées auprès de structures opérant dans la cacaoculture dans le Sud-Ouest. Concernant les données primaires, elles ont été collectées lors d'une enquête de terrain effectuée par questionnaire et par entretien auprès des populations dans la sous-préfecture de Méagui. Les entretiens ont concerné principalement les chefs des différents villages et les responsables de (5) cinq sociétés coopératives opérants dans la sous-préfecture de Méagui. Le questionnaire quant à lui a été adressé à un échantillon de 160 producteurs déterminé par quotas en suivant un choix raisonné. Le choix des enquêtés par localité a tenu compte du poids démographique, de l'activité cacaoyère et la position géographique de chaque localité. Pour déterminer le nombre de producteurs à enquêter par localités nous avons donc établi des intervalles suivants : Pour les localités de plus de (10 000) habitants (30 enquêtés), de (10 000) à plus de (4000) habitants (25 enquêtés), de plus de (4000) à plus de (500) habitants (15 enquêtés). Pour les campements nous avons opté pour 5 producteurs. Le tableau 1 récapitule la répartition des producteurs enquêtés par localité.

Le marché du cacao dans la sous-préfecture de Méagui est animé en plus des producteurs par d'autres types acteurs. L'inexistence d'un marché physique destiné au commerce du cacao fait que les principaux échanges se font dans les champs, au domicile ou dans les localités où sont installés des producteurs, dans les magasins des acheteurs, des coopératives. Pour ce faire, dans le cadre de la collecte de données en plus des producteurs et des coopératives nous avons décidés d'enquêtés dix (10) délégués et dix (10) pisteurs. L'identification et le choix de ces derniers s'est fait de façon aléatoire.

Tableau 1 : Récapitulatif des producteurs enquêtés

Localités		Population	Localisation	**Effectifs enquêtés**
Villages	Méagui	57 367	Centre	30
	Pogreagui	11 924	Nord-Ouest	30
	Touagui1	7 488	Est	25
	Gnititoigui	4 524	Ouest	25
	Negreagui	1 805	Est	15
	Kouadioagui	796	Ouest	15
Campements	Assoumakro	-	Nord-Ouest	05
	Assaourekro	-	Ouest	05
	Mousadougou	-	Sud-Est	05
	Brahima Ouédraogo	-	Nord	05
TOTAL	**10**	**-**	**-**	160

Source : Enquêtes, de terrain 2020

2. Résultats

2.1 *Les déterminants du dysfonctionnement du système du cacao dans la sous-préfecture de Méagui.*

La structuration du système de commercialisation du cacao dans la sous-préfecture Méagui fait ressortir un nombre important d'acteurs qui interviennent dans la chaine de commercialisation du cacao. Le tableau 2 dresse le bilan des différents acteurs intervenant dans le système de commercialisation du cacao dans la sous-préfecture de Méagui.

2.*1.1 Un système de commercialisation aux multiples acteurs*

Le système de commercialisation emploie une multitude d'acteur comme présentés par le tableau 2**.** L'analyse du tableau 2 révèle que le système de commercialisation du cacao local est structuré autour de plusieurs types acteurs. Ces différents types d'acteurs dans la chaine de commercialisation sont composés d'acteurs principaux à savoir les producteurs, pisteurs, délégués, coopératives, acheteurs. En plus des acteurs principaux, on retrouve des acteurs secondaires que sont les transporteurs et les chargeurs. À côté de tous ces acteurs on a également les partenaires des principaux acteurs comme les exportateurs et la délégation régionale du Conseil Café Cacao qui mène le contrôle inopiné de la qualité au départ du physique, le contrôle des prix stabilisés effectivement payés aux producteurs sur la base de reçus et registres d'achat présentés par les acheteurs, les sociétés coopératives et les centres d'achat des Exportateurs agréés. Le très grand nombre d'acteurs est à la base du grand nombre de circuits et des circuits clandestins. Cette animation devrait obéir à une cohérence dans le transite du cacao par les circuits d'approvisionnement.

Tableau 2 : Répartition des acteurs du système de commercialisation du cacao dans la sous-préfecture de Méagui

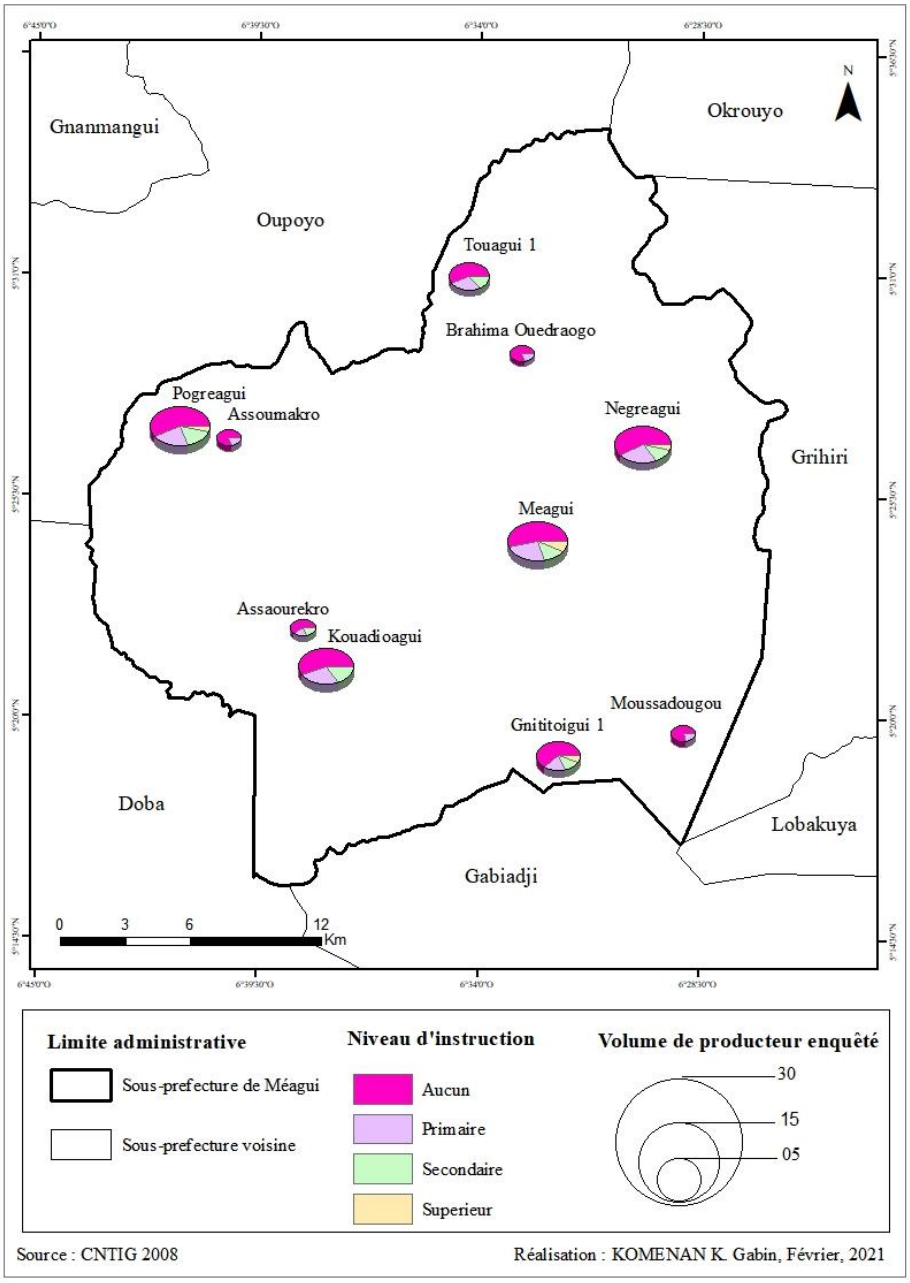
Intervenants	Description
Producteur	• Petits planteurs. • Consacrés à la culture du cacao
Délégué	• Sillonnent les villages et les Campements de leur section pour regrouper le plus de produits. • Travaillent pour la cooperative. • Maîtrisent les zones de production
Cooperative	• Organisation de producteurs • Collecte et commercialise les produits des adhérent
Pisteur	• Sillonnent les villages pour regrouper le plus de produits. • Travaillent pour divers acheteurs. • Maîtrisent les zones de production
Acheteur	• Personnes agrées par "CCC, effectuant les achats de cacao. • Travaillant pour divers exportateurs
Transporteur	• Personnes intervenant dans le transport des plantations au centre de collecte
Chargeur	• Charge et décharge les camions de cocollecte et de liaison
Exportateur	• Mettent de 1'argent à disposition des exportateurs pour 1'achat des produits. • Financent les coopératives et certains acheteurs.
Conseil Café cacao	• Contrôle inopiné de la qualité au départ du physique • Contrôle des prix stabilisés

Source : Enquête de terrain 2020

2.1.2 Un système de commercialisation du cacao marqué par le faible niveau d'étude des producteurs

Le niveau d'étude est de façon générale marqué par un grand nombre de producteur n'ayant aucun niveau d'instruction. La majorité des cacaoculteurs rencontrés lors de nos enquêtes n'ont pas effectué d'étude soit un pourcentage de 46%. Parmi ceux qui en possèdent, le niveau primaire arrive en première position avec 33% des acteurs. Il est suivi par le niveau secondaire avec 18 %, puis par le niveau supérieur avec 3%. Ces observations au niveau d'instruction s'apprécient différemment au niveau de chaque village ou campement comme nous le montre la figure 2.

Figure 2 : Carte de la structure des planteurs selon le niveau d'instruction



Au niveau de la répartition par niveau d'instruction les villages sont nettement mieux placés. En effet, le niveau d'instruction y est plus élevé que dans les campements. Les villages Touagui 1, Pogréagui, Gnititoigui 1 et Kouadioagui enregistrent un taux d'instruction supérieur à (40%). Il atteint même les (50%) dans la localité de Méagui. Ce fait s'explique par la présence d'infrastructures scolaires primaires accessibles dans ces villages. La plupart des infrastructures sont issus du projet ARSO. Durant ce projet l'accent a été mis sur la culture de l'école et l'encouragement à la scolarisation. En ce qui concernent les campements, ils sont dépourvus de toutes infrastructures scolaires d'où le taux d'instruction relativement bas. Ce faible taux de scolarisation observé chez les producteurs n'empêche pas ces derniers à

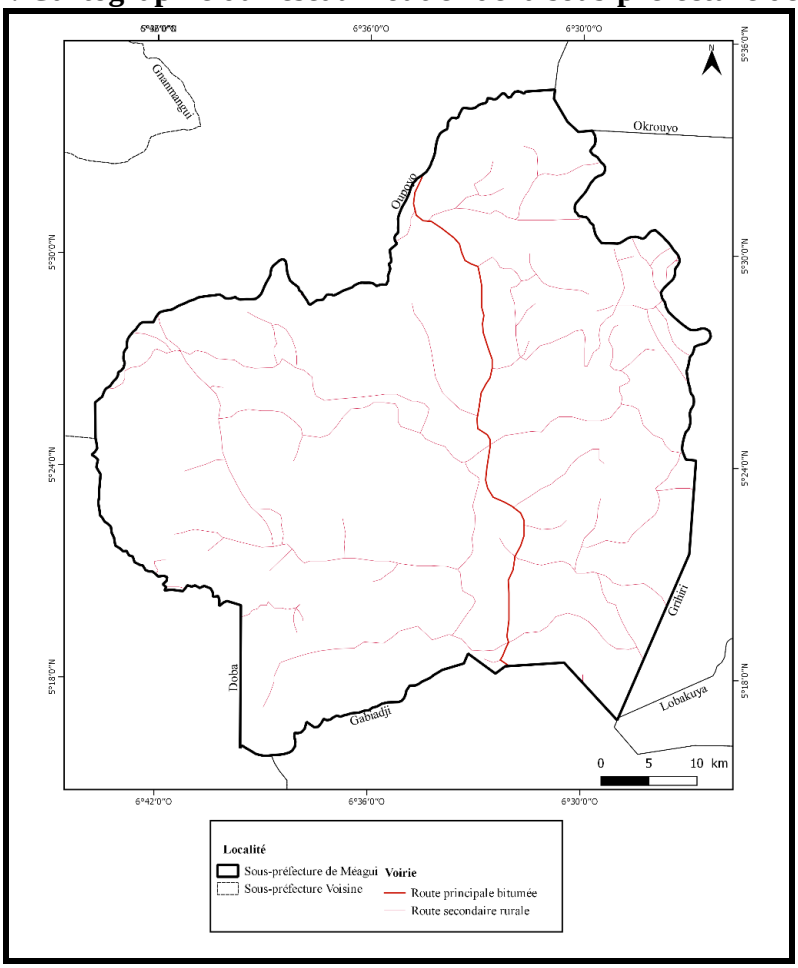
commercialiser leur production. Cependant, un tel taux pèse sur leur capacité à comprendre le fonctionnement du système de commercialisation et les expose aux mauvaises pratiques commerciales telles que la fraude sur la prime de certification, la fraude sur la pesée et le non-respect du prix bord champ. Ainsi, lors de nos investigations. (57 %) des producteurs possédant aucun niveau d'instruction affirment avoir été victime de ces pratiques contre (36 %) et (22 %) respectivement pour le niveau primaire et secondaire. A l'opposé, la culture de la coopérative est plus développée dans les localités comme Méagui, Pogréagui et Touagui 1 où le niveau d'étude est plus élevé. Cela s'explique par les parfaites connaissances des producteurs de ces localités sur le fonctionnement des coopératives et des certaines notions telles que la certification.

2.1.2 La dégradation des routes : un casse-tête pour les acteurs de la commercialisation du cacao

Le réseau d'infrastructures routières de la sous-préfecture de Méagui est hérité du Projet de l'ARSO. Sa configuration actuelle est composée d'une route bitumée qui traverse la circonscription et de plusieurs pistes villageoises. La figure 3 montre le réseau routier de la sous-préfecture de Méagui.

L'analyse de la figure 3 révèle un réseau routier très dense en pistes villageoise. En effet, en dehors de la route principale qui relie San-Pedro à l'intérieur du pays, Méagui ne compte aucune route bitumée. Lors de nos enquêtes, les acteurs du système de commercialisation nombreux ont évoqué la dégradation des routes comme l'un des problèmes majeurs qui entrave leur activité. Durant les saisons pluvieuses les localités surtout les campements, situés à proximité des rivières restent inaccessibles. La crise économique combinée au faible investissement dans la réalisation des routes pendant ces dernières années a eu pour impact une faiblesse de dotation pour les équipements routiers en milieu rural. En saison des pluies la dégradation des routes impacte la fréquence de ramassage des stocks de cacao dans les localités reculées.

Figure 3 : Cartographie du réseau Routier de la sous-préfecture de Méagui



Source : CNTIG, 2008 Réalisation : KOMENAN K. Gabin, 2021

En raison de (3) ou (4) ramassages par semaine pendant la grande traite, ces acteurs se contente d'attendre que les conditions météorologiques soient plus propices avant d'effectuer les ramassages. Les coopératives et les pisteurs qui bradent ces conditions courent de gros risques tels que les pannes répétées, les accidents, le phénomène de braquage et de coupeurs de route. Tous ces problèmes réduisent la marge bénéficiaire de ces acteurs.

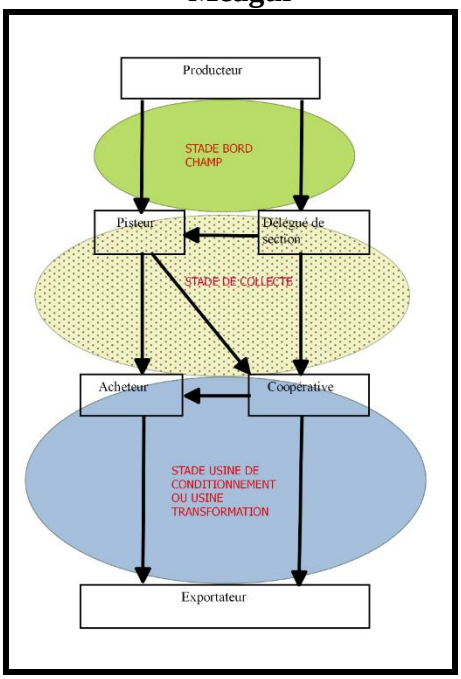
2.2 Les caractéristiques du dysfonctionnement du système de commercialisation du cacao dans la sous-préfecture de Méagui.

2.2.1 La prolifération des circuits de commercialisation

La structuration du système de commercialisation du cacao dans la sous-préfecture de Méagui fait ressortir un nombre important d'acteurs qui interviennent dans la chaine de commercialisation du cacao. Dans leurs interactions ces acteurs font ressortir plusieurs types de circuits commerciaux comme le monte la (figure 4). Une analyse de ces circuits est

nécessaire pour comprendre le dysfonctionnement du système de commercialisation du cacao à Méagui.

Figures 4 : Les circuits de commercialisation du cacao dans la sous-préfecture de Méagui



Source : Enquête de terrain, septembre 2020

De nos enquêtes, il ressort que la commercialisation du cacao dans la sous-préfecture de Méagui fait ressortir plusieurs types circuits. D'abord nous avons le circuit le plus court à un seul intermédiaire. Dans ce circuit, il existe qu'un intermédiaire entre les producteurs et les coopératives qui jouent le rôle d'exportateur. Ce circuit est le moins utilisé dans la sous-préfecture de Méagui. En effet, il doit son existence à la capacité des coopératives exportatrices (COOPEX) à exporter les fèves de cacao. Or, les coopératives ayant cette capacité ne sont pas nombreuses. Pour la campagne 2020-2021 seules les coopératives ECOKIM et ECAMOM ont eu l'agrément d'exportateur.

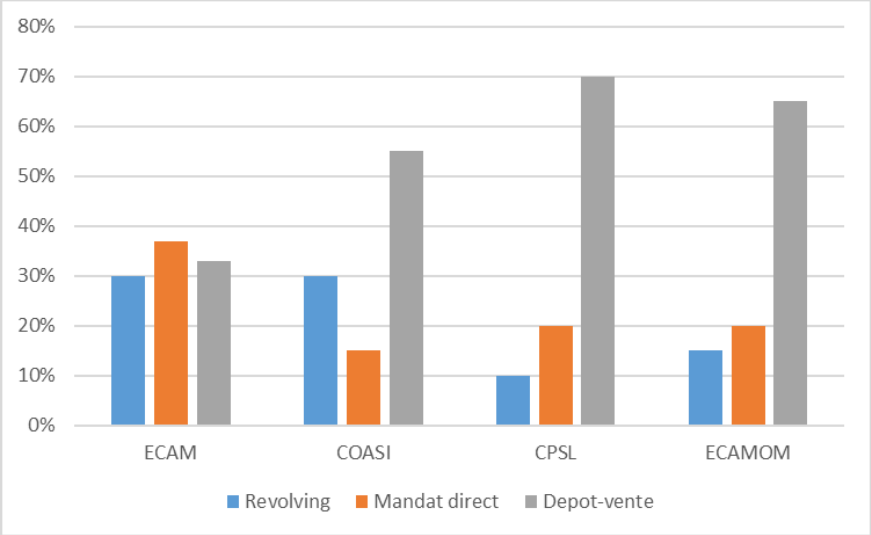
En deuxième position on retrouve le circuit de commercialisation à deux intermédiaires. Il est caractérisé par (2) variantes que sont : Variante 1 (Producteur-Délégué-Société Coopérative-Exportateur) et Variante (Producteur-Pisteur-Acheteur-Exportateur). On retrouve deux intermédiaires (pisteurs et délègues) qui sont chargés de collecter le cacao pour le compte des sociétés coopératives et les acheteurs comme le recommande le conseil café cacao. Le cacao commercialisé dans la localité passe généralement par ces cheminements soit (67%) pour la variante 1 et (33%) pour la variante 2.

En dehors du circuit à un seul intermédiaire et du circuit à deux intermédiaires décrit précédemment, la commercialisation du cacao dans la sous-préfecture de Méagui emprunte d'autres types de circuits commerciaux. Il s'agit du circuit commercial à trois (3) intermédiaires. Ce type circuit est composé des acteurs que sont le producteur, le délégué, le pisteur, l'acheteur et l'exportateur. Les différentes relations entre ces différents acteurs font ressortir (2) deux variantes de ce type de circuit. Ce circuit doit son existence aux coopératives de petite taille qui n'ont pas la capacité de vendre leur cacao aux exportateurs situés dans la ville de San-Pedro. Cela s'explique par le manque de moyens de transport pour l'acheminement du cacao. En plus de cette variante de ce type de circuit à trois intermédiaires, on retrouve autre une variante qui se compose du producteur, du délégué de section, du pisteur, de l'acheteur, et de l'exportateur. Dans ce circuit, le délégué qui collecte le cacao auprès du producteur au lieu de le livrer à la coopérative pour laquelle il travaille se tourne vers le pisteur pour vendre ce produit. Ce circuit est très surprenant car il est totalement contraire dans la mesure où la marchandise emprunte un itinéraire officieux.

2.2.2 Financement et modes d'achat du cacao, facteur de vulnérabilité

L'un des problèmes auxquels les producteurs coopératifs sont confrontés est le mode d'achat de leurs produits. En effet, le problème de financement de la campagne cacaoyère amène les coopératives à pratiquer plusieurs types de paiement. Le premier financement de la campagne cacaoyère est le revolving. Il s'agit d'un prêt fait aux acheteurs et coopératives par les exportateurs en depuis de campagne cacaoyère pour l'achat du cacao. Il est octroyé sur une base hebdomadaire avec un délai de remboursement est très bref et très limité. Ne voulant pas travailler sous la pression de l'exportateur les coopératives renoncent à ce mode de financement et pratiquent le dépôt-vente comme mode d'achat. Ce mode consiste à livrer le cacao à la coopérative avant d'être payé. Le délai de paiement peut dépasser une semaine. Enfin, le dernier mode paiement est le mandat direct. Ce mode de paiement est pratiqué par les coopératives qui ont accès aux financements auprès des banques. La (figue 5) permet de voir la proportion de ces différents modes d'achat au niveau des coopératives.

Figure 5 : Mode d'achat du cacao par les coopératives



Source : Enquêtes de terrain, Septembre 2020

La figure 5 révèle que la majorité des coopératives pratique le dépôt-vente comme mode d'achat du cacao. La coopérative CPSL est celle qui pratique plus cette méthode avec (70%) de ces produits achetés, suivi de la coopérative ECAMOM (65%) et (55%) de la coopérative COASI. Contrairement à ce coopératives, ECAM pratique moins cette méthode d'achat. Le dépôt vente ne représente que (33%) de son cacao acheté. Elle pratique plus le revolving et le mandat direct, deux modes d'achat qui permettent de payer cash le produit des coopérateurs. Cette différence au niveau des pratiques s'explique par l'accès au fonds. En effet, les coopératives pratiquant le dépôt-vente sont des organisations paysannes qui veulent garder leur indépendance. Elles ne veulent surtout pas être soumissent à la pression des exportateurs ou encore veulent éviter le risque de l'endettement. Cette pratique commerciale au niveau de l'achat du cacao. Cette forte proportion du dépôt vente dans l'achat du cacao par les coopératives est désavantageux pour les producteurs. Cela impacte la capacité de ces derniers à faire face aux besoins pressants tels que les besoins alimentaires, les soins et la scolarisation des enfants pendant la rentrée scolaire. Ce mode d'achat est à la base du manque de coopération de certains coopérateurs. Pour échapper à cette incertitude 22% et 43% des producteurs se tournent vers les pisteurs pour la commercialisation de leur produit durant la grande et la petite traite.

2.3. *Les stratégies de contournement des effets du dysfonctionnement du système de commercialisation du cacao dans la sous-préfecture de Méagui*

2.3.1 Le recours aux motos comme stratégie de contournement de la dégradation des pistes

La route permet l'évacuation des produits agricoles comme le cacao en milieu rural. Dans la sous-préfecture Méagui face à l'impraticabilité et la dégradation des pistes villageoises pendant la saison pluvieuse, les acteurs du système de commercialisation ont adapté les motos comme moyens de contournent. Le tableau 3 montre le taux d'utilisation des motos chez les acteurs.

Tableau 3 : Taux d'utilisation des motos chez les acteurs

Acteurs	Producteur	Délégué	Pisteur
Nombre d'acteurs	34	8	10
Pourcentage	21,25%	80%	100%

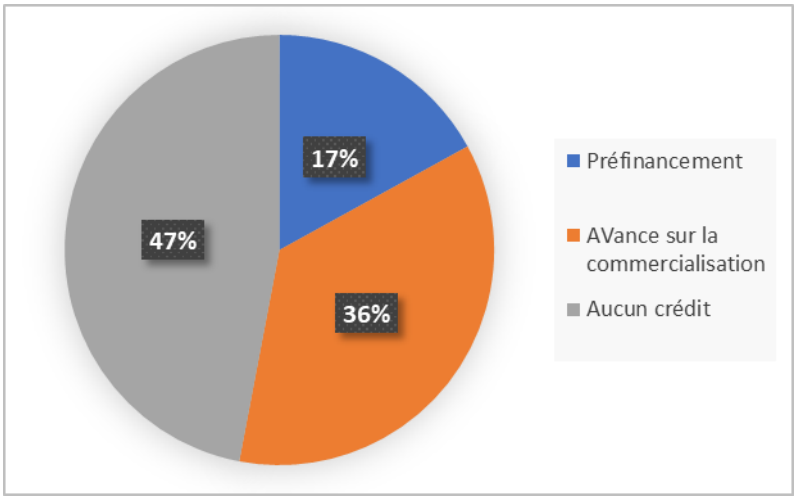
Source : Enquête de terrain, 2020

Les résultats du tableau 3 montrent clairement que la moto est adoptée comme moyen de transport dans le système de commercialisation. Les taux d'utilisation de la moto les plus élevés sont observés chez les délégués (80%), et les pisteurs (100%). En revanche, seulement 21,25% de producteurs utilisent la moto comme moyen de transport. Les taux d'utilisation de la moto élevés observés chez les délégués (80%) et les pisteurs (100%) s'expliquent par le rôle de collecteur que ces derniers ont dans la chaine de commercialisation. En effet, ces deux acteurs sont chargés respectivement de collecter la marchandise pour le compte des coopératives et des acheteurs. En saison pluvieuses ou dans les zones de production sont inaccessibles, ils font recours aux motos pour acheminer le cacao dans les centres de collecte intermédiaires. Lors de nos enquêtes les 5 coopératives et acheteurs enquêtés nous ont révélé qu'ils disposent tous de ces engins. A titre d'exemple la Coopérative ECAM dispose de (38) motos. Ces motos servent aux acteurs pour sillonner les villages et les campements pour l'achat du cacao avant que les camions de ramassage n'arrivent pour le cheminement vers les centres de collecte. Au niveau des producteurs la faible utilisation de ces engins est due à leur rôle minime dans la phase de collecte. Ceux possédant les motos les utilisent pour faire sortir la production du champ vers les villages et les campements.

2.3.2 *Préfinancement de la campagne cacao et avance sur la commercialisation comme stratégies de contournement pour les producteurs*

Pour faire face au dysfonctionnement du système de commercialisation du cacao dans la sous-préfecture de Méagui, les acteurs adoptent plusieurs stratégies commerciales. La figure 6 présente ces différentes stratégies commerciales.

Figure 6 : Stratégies commerciales face au problème de financement de la campagne cacaoyère



Source : Enquête de terrain, 2020

La première stratégie est celle du préfinancement des producteurs par les pisteurs. La campagne cacaoyère est officiellement lancée chaque année le 1er octobre. Toutefois, bien avant l'ouverture de cette campagne, un grand nombre de producteurs ne disposant pas de ressources financières ont recours à des préfinancements sous forme de crédit auprès de certains pisteurs et certaines coopératives qui à leur tour obtiennent leur préfinancement de la part des acheteurs qui disposent de grands moyens grâce à l'appui de certains exportateurs. Cela est bien confirmé par les résultats de nos enquêtes qui montrent que 17% des producteurs enquêtés ont déjà eu recours à ce type de crédit pour répondre à des besoins pressants de santé, de scolarisation, d'alimentations, de cérémonies et bien d'autres. La plupart de ces crédits est sans taux d'intérêt et est octroyée pendant la période de soudure mais surtout ils atteignent un pic pendant le mois de septembre qui marque le début de la rentrée scolaire. Les sommes octroyées varient de 15 000 FCFA à 100 000 FCFA entre les mois d'Août et d'Octobre. Ces prêts prennent une autre forme à savoir la livraison de produits phytosanitaires et d'engrais pour l'entretien des plantations et peuvent atteindre la somme de 200 000 FCFA. La deuxième stratégie est celle de l'avance sur la commercialisation. Cette stratégie est

développée essentiellement par les pisteurs qui préfinancent les producteurs afin de garantir le produit. Ainsi, les producteurs qui se trouvent dans un besoin pressant d'argent pour résoudre les besoins ponctuels tels que les cérémonies de mariage, de funérailles, les spectacles, besoins d'alcool obtiennent un crédit sans intérêt de l'ordre de 5 000 FCFA à 50 000 FCFA pour un délai d'une semaine au plus. L'octroi de crédit se fait en tenant compte que le produit du bénéficiaire est au stade du séchage. L'étude a révélé que 13% des producteurs de la zone d'étude ont déjà eu recours à ce type de crédit. Cette stratégie semble à priori meilleure que le premier car elle réduit le risque de non remboursement pour le préteur. De ce fait, elle est plus favorable aux deux parties.

3. Discussion

Les déterminants du dysfonctionnement du système de commercialisation du cacao dans la sous-préfecture de Méagui sont multiples. Au premier de ces déterminants on retrouve le nombre élevé d'acteurs du système de commercialisation. Cet avis est partagé par B. LOSCH (2001, p. 3) qui décrit le système de commercialisation du cacao en Côte d'Ivoire comme étant une coordination d'acteurs tels que les planteurs, pisteurs, exportateurs au détriment des coopératives. Cela est confirmé par M. BAGAL et *al* (2013, p.22) qui estiment que la commercialisation du cacao au Cameroun souffre de la faible organisation caractérisée par la faiblesse des organisations de producteurs, la multiplicité et diversité des acheteurs. Le problème du nombre élevé d'acteurs dans la chaine de commercialisation est soulevé ici comme l'un des facteurs clé du dysfonctionnement de la commercialisation du cacao. Cependant, selon F. RUF et *al* (2018, p.7) le faible niveau d'instruction des producteurs constitue un obstacle pour la bonne marche du système de commercialisation du cacao. Pour illustrer cela ils soulèvent le cas d'une coopérative près de Hiré, dans le centre-ouest de la Côte d'Ivoire où les planteurs ayant été à l'école sont écartés progressivement par les dirigeants. Dans leur majorité, les planteurs comprennent le jeu des directions de coopératives qui s'enrichissant en partie sur leur dos, mais ils ne sont pas en situation de défendre leurs droits. Or la faiblesse du niveau de scolarisation pèse sur la maîtrise de la certification par les planteurs. Cette prise de position concorde avec les résultats de notre étude qui montre que. 57 % des producteurs possédant aucun niveau d'instruction affirment avoir été victime de mauvaises pratiques commerciales contre 36 % et 22 % respectivement pour les niveaux primaire et secondaire. Outre le niveau scolaire, l'état des pistes est aussi déterminant dans le dysfonctionnement du système de commercialisation. Le transport du cacao des plantations vers les zones de regroupement des villes intérieures où sont localisés les acheteurs, les

centrales d'achat des exportateurs et les sièges des sociétés coopératives qui était assuré par des camionnettes de 3,5 tonnes en moyenne est aujourd'hui fait aussi par les motos à cause des pistes et routes difficiles à pratiquer (S. OUATTARA, 2020, p.198). La dégradation des pistes est un véritable frein à la bonne marche de la commercialisation du cacao en zone rurale comme la sous-préfecture de Méagui.

Tous ces facteurs réunis sont à la base du dysfonctionnement du système de commercialisation du cacao à Méagui. Les caractéristiques de ce dysfonctionnement entrainent dans un premier temps la prolifération des circuits de commercialisation. Pour MONT HOREB (2020, p. 32) l'établissement des différents circuits est la conséquence de profit des opportunités d'affaires entre les différents acteurs. La recherche du profit des acteurs dans ce système est à la base de la multiplication des circuits. E. LEONARD, (1997, p. 9) met quant à lui l'accent sur le problème de financement comme étant une des caractéristiques du dysfonctionnement du système de commercialisation du cacao. Pour lui, les difficultés financières des planteurs sont le résultat du manque de financement des GVC car ces derniers n'ont pas l'assise financière nécessaire pour l'achat du cacao bord champ. Son propos corrobore les résultats de cette étude qui montrent que les coopératives de Méagui utilisent comme mode d'achat le dépôt vente à cause du manque de financement. Pour faire face au dysfonctionnement du système de commercialisation du cacao dans la sous-préfecture de Méagui les acteurs adoptent plusieurs moyens de contournement. Au nombre des mesures de contournement, il y a l'utilisation des motos pour le transport du cacao. Cette tendance de l'étude est confirmée par S. Ouattara (2019, p.117) qui déclare que pour contourner le problème d'accessibilité des zones de production des nouveaux types d'engins que sont les motos à deux roues et 3 roues sont mobilisés. Dans ce même sens L. YOUAN et *al* (2020, P.179) expliquent clairement que les motos acquis par les producteurs de cacao dans la sous-préfecture de Kouibly permettent à ces derniers de se déplacer plus facilement sur les routes dégradées. La moto s'impose clairement comme un moyen de contournement dans les différentes zones de productions cacaoyères frappées par la dégradation des pistes.

Conclusion

Le dysfonctionnement du système de commercialisation du cacao dans la sous-préfecture de Méagui est à mettre à l'actif des déterminants tel que le nombre d'acteurs élevé, le faible taux de scolarisation des producteurs et la dégradation des pistes. Ce dysfonctionnement se perçoit par la prolifération des circuits commerciaux et le problème de financement de la campagne engendrant la domination du dépôt vente comme le mode d'achat des coopératives. Pour

contourner ce dysfonctionnement les acteurs adoptent plusieurs stratégies de contournement comme l'utilisation des motos, le préfinancement de la campagne cacaoyère et l'avance sur la commercialisation.

Références bibliographiques

AMARI Agneroh Raphael, 2012, Évaluation des services de fourniture d'intrants agricoles des zones cacaoyères, AFRICAN COCOA INITIATIVE, pp 10-12.

BAGAL Monique, BELLETTI Giovanni, MARESCOTT Andrea, 2013, Etude sur le potentiel de commercialisation du cacao du Cameroun in « Indication Géographique », Lausanne, 61 p.

BANQUE MONDIALE, 2019, Au pays du cacao, comment transformer la Côte d'Ivoire, situation économique en côte d'ivoire /neuvième édition, 61 p.

BASIC, 2016, La face cachée du cacao, La plateforme pour le commerce équitable, 110 p.

DIBI Djibi Vincent, 2017, Dynamiques des coopératives agricoles et développement endogène en Côte d'Ivoire ; le cas de la région du Sud- Ouest, thèse de doctorat, Université Alassane Ouattara, 469 p.

ESSO Loesse Jacques, 2009, « Dynamique des recettes du Café et du Cacao en côte d'ivoire », in Politique Économique et Développement, Cellule d'analyse de politiques économiques du CIRES N °10 de la CAPEC, Abidjan, 18 p.

FREUD Hanak Ellen, PETITHUGUENIN Philippe, RICHARD Jacques, 2000, Les champs du cacao un défi de compétivité Afrique-Asie, karthala et cirad, Paris et Montpelier, 205 p.

FOUNTAIN Antoine, HUETZ-ADAMS Friedel, Baromètre du cacao, 2020, 116 p.

HÜTZ-ADAMS Friedel, ANTES Schneewei, 2018, Prix dans la chaîne de valeur du cacao : causes et effets, deutsche gesellschaft für internationale zusammenarbeit (giz) gmbh, Bonn, 33p.

KOUADIO Chantal, 2008, Perceptions croisées entre autochtones et étrangers en Côte d'Ivoire : le cas de la population de Méagui dans l'ouest Ivoirien, Consortium for Development Partnerships (CDP), Research report n°7, 44 p.

LÉONARD Eric., 1997, « la commercialisation du café et du cacao : Restructurations nationales et implications dans la région de Sassandra » in Guillaume Agnès (ed.), Ibo Jonas (ed.), N'Guessan K.(ed.) Croissance démographique, développement agricole et

environnement à Sassandra (Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire) Paris (FRA) ; Abidjan : ORSTOM ; ENSEA, 1997, p. 203-219

LOSCH Bruno, 2001, « La libéralisation de la filière cacaoyère ivoirienne et les recompositions du marché mondial du cacao : vers la fin des « pays producteurs » et du marché international ? » in Oléagineux, Corps Gras, Lipides. Volume 8, Numéro 6, 566-76, Dossier l'avenir des cultures pérennes, 23 p.

MONT HOREB, 2020, Etude de faisabilité pour la mise en place d'un système unifie de traçabilité du cacao d'origine cote d'ivoire, 231 p.

OUATTARA Seydou, 2013, « L'encadrement institutionnel de la filière café-cacao entre public et privé en Côte-d'Ivoire, une combinaison gagnante ? » in Revue Géographique Tropicale et d'Environnement, n°1, EDUCI, ABIDJAN,18 p.

OUATTARA Seydou, 2020, « Mutation de la chaîne de transport du cacao du bord champ aux entrepôts portuaires et recomposition de l'espace en côte d'ivoire » in Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement, n°1, EDUCI ABIDJAN, pp114-129

RUF François, URIBE-LEITZ Enrique, GBOKO Casimir, KLA Galo Abelle, KONAN Allagba, 2018, l'innovation « coopératives cacao » en Côte d'Ivoire entre mythes et dynamiques, Journées de recherches en sciences sociales (JRSS), Nantes, 14 p.

TANO Assi Maxime, 2012, Crise cacaoyère et stratégies des producteurs de la sous-préfecture de Méadji au Sud-Ouest ivoirien, Thèse de doctorat, Université Toulouse 2 Le Mirail (UT2 Le Mirail), ED TESC : Économie, Unité de recherche, UMR Dynamiques Rurales

YOUAN Louis Gerson, GNAMBA-Yao Jean-Baptiste ALLOKO N'Guessan Jérôme, 2020, « L'impact de la dynamique de la cacaoculture sur le développement rural de la sous-préfecture de KOUIBLY à l'Ouest de la Côte d'Ivoire » in Revue espace géographique et société marocaine N°33-34 Avril 2020 ; pp 165-190

Auteurs

[1]Doctorant, Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-environnementales, Université Alassane Ouattara, komenankomenan7@gmail.com,

[2]Maître-Assistant, Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-environnementales, Université Alassane Ouattara, kgryoboue@gmail.com

[3]Maître de Conférences, Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-environnementales, Université Alassane Ouattara, kouassikonan50@yahoo.fr